

Droit à la terre et protection de la diversité culturelle et biologique

Situation

Bien que le Brésil soit l'un des pays qui compte le plus d'espèces de faune et de flore au monde, sa diversité biologique est menacée.

Les peuples indigènes et les communautés traditionnelles sont les gardiens de cette diversité biologique. Or, ils éprouvent toujours plus de difficultés à pratiquer leur mode d'agriculture traditionnel. L'accès à la terre leur est accordé avec des restrictions majeures, quand il ne leur est pas tout simplement interdit. Leurs modes de culture et de cueillette sont pourtant indissociables des territoires qui leur sont disputés. L'accès à l'eau leur est également rendu toujours plus difficile.

La savane du Cerrado, au centre du Brésil, possède une immense variété de ressources naturelles. En 2005, afin de préserver cette biodiversité, l'UNESCO a officiellement reconnu le Cerrado comme réserve de biosphère, la septième au Brésil. Le parc Serra do Espinhaço, également déclaré réserve de biosphère par l'UNESCO, héberge plus de la moitié des espèces animales et végétales menacées d'extinction au Minas Gerais et environ 80 % des plantes à feuillage persistant du Brésil. Il comprend également des centaines de territoires habités par des peuples et communautés traditionnels riches d'une grande diversité à la fois culturelle, sociale et économique.

Objectifs

Le projet a pour objectif principal de défendre le droit à la terre des familles de petits paysans et des communautés traditionnelles, de protéger la diversité socio-biologique de ces territoires et de permettre à ces deux groupes d'utiliser librement les ressources biologiques variées de leur environnement. Deux objectifs spécifiques devraient permettre d'atteindre cet objectif principal.





Le premier consiste à renforcer les capacités organisationnelles et techniques du Groupe de travail de la biodiversité (Grupo de Trabalho em Biodiversidade, GT bio) et du Réseau national brésilien de l'agroécologie (Articulação Nacional de Agroecologia, ANA). L'idée est que ces entités puissent mieux faire entendre leur voix dans le discours politique et mieux défendre leurs revendications auprès de l'Etat, en tant qu'acteurs politiques à part entière. Leurs intérêts en matière de diversité sociobiologique et d'agroécologie doivent être représentés de façon plus ciblée.

Par ailleurs, il est nécessaire d'élaborer une stratégie novatrice pour préserver les droits à la terre des petits paysans et les droits territoriaux des communautés traditionnelles. De telles stratégies sont également pertinentes pour garantir l'accès à la biodiversité et la libre utilisation de cette dernière.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires du projet sont 30 organisations et mouvements sociaux réunis dans le GT bio.

Le projet profitera également à 34 organisations affiliées au réseau ANA, ce qui représente quelque 850 membres.

En outre, le projet permettra de soutenir 750 familles de 20 communes appartenant à la communauté traditionnelle des Quilombolas.

Indirectement, l'obtention d'une meilleure protection juridique bénéficiera à 7500 autres personnes, membres de communautés traditionnelles, ou membres de « Codecex », organisation partenaire de l'EPER.

Activités

Afin d'assurer aux communautés traditionnelles l'accès à la biodiversité et la libre utilisation de celle-ci, la stratégie du projet mise simultanément sur les niveaux local, national et international :

- séminaires de formation continue organisés par le GT bio à l'intention des représentants des organisations et mouvements sociaux ;
- agroécologie et stratégies pour renforcer l'agriculture nationale et la diversité sociobiologique ;
- identification et analyse d'un précédent, où des groupes occidentaux se sont appropriés des substances issues de la biodiversité du Cerrado et, par conséquent, le savoir traditionnel des communautés de cette région. Les brevets octroyés sur certaines plantes et l'appropriation de savoir traditionnel sont analysés sur les plans national et international. L'objectif est d'utiliser, si possible, la voie judiciaire pour faire obstacle aux brevets concernés ;
- élaboration de stratégies de plaidoyer appliquées par les personnes directement concernées auprès des organes décisionnels du gouvernement, afin de faire valoir des droits de propriété intellectuelle sur la diversité sociobiologique ;
- suivi des modifications législatives relatives à la diversité sociobiologique et des menaces qui en découlent ;
- participation du GT bio et de l'ANA aux manifestations nationales et internationales, au congrès brésilien sur l'agroécologie (2018), à la rencontre nationale sur l'agroécologie et à la réunion annuelle du Global Food Security Network ;
- un autre pan du projet consiste à garantir aux Quilombolas la libre utilisation de la biodiversité ; l'objectif est de montrer un exemple du rôle clé joué par les



communautés traditionnelles pour la protection de la biodiversité. Un protocole communautaire est élaboré avec et pour 750 familles issues de 20 communautés quilombolas. Cet instrument fixe par écrit les conditions de l'utilisation et de la préservation de la diversité sociobiologique.

Organisation partenaire

Terra de Direitos

Le projet est mené en partenariat avec le Groupe de travail de la biodiversité (Grupo de Trabalho em Biodiversidade, GT bio) et le Réseau national brésilien de l'agroécologie (Articulação Nacional de Agroecologia, ANA), et en collaboration avec Codecex, une organisation partenaire de l'EPER.

Durée du projet

1er janvier 2018 – 31 décembre 2020

Pays, région, ville

Brésil, Cerrado

Budget 2019

CHF 157 700

N° de projet EPER : 812.385

Chargé-e de programmes

Sandra Wicki

Contact

EPER (Entraide Protestante Suisse)
Département Communication
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne
Tél. +41 21 613 40 70
Fax +41 21 617 26 26
info@eper.ch
www.eper.ch
Dons : CCP 10-1390-5